

Catherine Mavrikakis

Au Canada, un vote sous des drapeaux en berne

Le 20 septembre, les Canadiens sont appelés aux urnes pour des élections générales anticipées. La campagne a été marquée par le deuil qui a suivi la découverte de fosses communes où reposaient des enfants autochtones, témoigne la romancière

Canadienne depuis l'âge de 18 ans, me voilà appelée à voter en pleine pandémie, avec un masque et deux mètres de distanciation. J'aurais pu rencontrer les candidats de ma circonscription en ligne, pandémie oblige, après m'être inscrite à une assemblée publique. Je ne l'ai pas fait.

Ce 20 septembre, j'irai donc voter dans la circonscription Notre-Dame-de-Grâce-Westmount, de l'ouest de Montréal, où je vis depuis mai. Le premier ministre sortant, Justin Trudeau, a convoqué des élections législatives anticipées, croyant pouvoir profiter des sondages qui lui étaient favorables.

Je me rendrai à pied au Westmount High School, à 1 petit kilomètre de chez moi, où je déposerai mon bulletin de vote dans une urne de carton un peu brinquebalante. Je passerai devant l'immeuble de la gendarmerie royale du Canada, le service de police national qui, d'un océan à l'autre, veille sur les Canadiens depuis 1873. Peu anxieuse d'aller voter (nous sommes en démocratie), je goûterai à la douceur de l'automne québécois si beau, dit-on. Et je regarderai, comme chaque jour, le drapeau canadien... en berne, ici comme sur tous les établissements fédéraux depuis le 30 mai dernier.

Au début de mon installation boulevard Dorchester, je ne me posais guère de questions devant ce mât à moitié dévêtu. Pour mettre un drapeau en berne, les occasions ne manquent pas. On honore la mémoire des disparus ou on exprime une tristesse nationale. Je savais que le drapeau flottait à mi-mât depuis la récente découverte des sépultures d'enfants sur les lieux de l'ancien pensionnat autochtone de Kamloops en Colombie-Britannique et à différents endroits ailleurs au pays. Le drapeau en berne, bien que ce soit une décision calculée et politique du premier ministre, garde pour moi quelque chose de poétique. Devant l'horreur, il faut trouver le moyen d'agir, de poser un geste. Un drapeau en berne frappe l'imagination, est un geste de respect, d'humilité; il esquisse un retrait que certaines fanfaronnades nationales ne permettent

pas. Il y a dans le drapeau en berne un mouvement de soumission de la nation à ce qui la dépasse. Un affect...

Agir devant l'horreur

Le 20 septembre, je passerai aussi devant les affiches du candidat Marc Garneau, ancien astronaute canadien. Habitué du cabinet de Trudeau, il a toutes les chances de remporter la victoire dans une circonscription où la population aisée l'élit à répétition, comme elle le fait pour tous les représentants du Parti libéral (centre).

Le 20 septembre, près du bureau de scrutin, aux abords du parc, je rencontrerai mes jeunes voisins anglophones qui ont préféré Montréal, «ville humaine», à Toronto. Ils mettent beaucoup d'espoir dans la jeune candidate Emma Elbourne-Weinstock. Celle-ci a choisi le Nouveau Parti démocratique (NPD, gauche). Elle veut sortir sa génération de la désillusion climatique, faciliter l'accès au logement et lutter contre les violences faites aux femmes. L'autre jour, mes voisins sont venus tenter de me convaincre de soutenir le NPD, dont le chef, Jagmeet Singh, est sikh et représente pour eux un choix juste. Le Canada a besoin de laisser la parole à toutes les cultures qui le constituent. Je leur ai parlé de mon jeune ami Adis Simidzija, réfugié de Bosnie-Herzégovine en 1998, qui lui aussi est candidat NPD, à Trois-Rivières: il partage les mêmes combats et rêves qu'eux.

Mes voisins pensent avant tout au Canada. Ils ne connaissent pas grand-chose de la ville de Montréal, de son histoire. Le boulevard sur lequel ils déambulent eux aussi s'appelle Dorchester, en honneur d'un commandant

britannique. Cent mètres plus loin, Dorchester change de nom, devient René-Lévesque, pour célébrer le premier ministre du Québec de 1976 à 1985 qui a perdu un référendum sur l'indépendance, gagnant le droit de voir s'afficher son patronyme sur une artère de Montréal, mais pas à Westmount. Dans un comté aussi anglophone, on en veut encore à René Lévesque d'avoir adopté la loi 101 qui a fait du français l'unique langue officielle de la province.

Le Bloc québécois (indépendantiste), qui ne présente des candidats qu'au Québec, pratique une politique de résistance et de défense des intérêts québécois à Ottawa. Son chef, Yves-François Blanchet, parfois comparé à Astérix, se distingue par sa verve, face à des adversaires plus ternes. Il a été au centre d'une polémique durant cette campagne électorale un peu morne. La journaliste anglophone qui animait l'un des débats des chefs, entre dirigeants de parti, l'accusé de nier l'existence du racisme au Québec et de défendre la loi québécoise 21 sur la laïcité de l'État, vue comme discriminatoire par un Canada anglais prônant une approche plus anglo-saxonne de la citoyenneté. Il a répondu qu'une «chaudière d'insultes» avait été lancée au visage des Québécois.

Après le débat, le premier ministre québécois, François Legault (Parti québécois), outré des insinuations de racisme envers le Québec, a volé au secours de Blanchet. Legault, pourtant, suggère à la population de voter pour le Parti conservateur, ce qui a de quoi surprendre. Pourquoi prendre le risque de soutenir des gens qui menacent de couper dans les services sociaux chers aux Québécois et qui souhaitent un plus grand accès aux armes d'assaut? Et puis, il n'y a pas si longtemps, on avait vu Legault bras dessus bras dessous avec Trudeau, qui lui aussi pourtant en a contre la loi 21. Les électeurs perplexes assistent à la grande danse des politiciens qui ont appris à valser en changeant de cavalier, à l'aveuglette.

Trudeau n'est pas Créon

Cet été, avant ces pas de deux aberrants, l'inquiétude de la pandémie qui s'effaçait puis qui revenait, les voyages impossibles, les convivialités entravées, une rentrée inquiète dans les écoles et universités, les libertés limitées rendaient difficile la possibilité de se remettre des nombreux décès dus au Covid-19 dans les résidences pour personnes âgées. Nos services de santé sont plus qu'jamais fragilisés et débordés. Le drapeau en berne était à notre image.

C'est dans ce contexte que Trudeau, à la tête d'un gouvernement minoritaire, a décidé de nous appeler aux urnes. Veut-il nous sortir d'une torpeur post-pandémique? Alors qu'il représentait une certaine jeunesse lors de son élection en 2015, quel projet a-t-il aujourd'hui en tête? Ce n'est pas très clair. Pourquoi veut-il tout à coup avoir les coudées franches?

Trudeau, en général, ne passe pas pour un chef autoritaire, ni pour un Créon pressé d'en finir avec le deuil qui afflige la Cité. Il a décidé que le drapeau canadien ne flottera fièrement que lorsque les peuples autochtones le demanderont. Mais si le premier ministre perd les élections, son adversaire conservateur Erin O'Toole remontera le drapeau. Le temps du deuil, de l'indécision sera accéléré, c'est évident... On fera semblant de se réconcilier en toute hâte avec les autochtones dont beaucoup de communautés n'ont toujours pas d'eau potable, malgré les actes de contrition.

Moi aussi, j'ai envie que la vie reprenne ses droits et que mes droits à moi reviennent. J'ai aussi envie qu'il n'y ait pas qu'une seule femme au débat des chefs, Annamie Paul du Parti vert, qui n'a évidemment aucune chance de gagner... J'ai envie que le monde se transforme pour de vrai, comme on dit au Québec.

Trudeau, je le disais, n'est pas Créon, mais il n'a ni plus rien d'une Antigone. Si le drapeau du Canada reste encore en berne, Trudeau ou un autre reprendra les choses là où elles étaient. Le désir, le nôtre, de faire repartir la machine trop vite m'inquiète. Le drapeau canadien flottera peut-être bientôt très haut, devant la GRC, boulevard Dorchester, en face de chez moi. Le Canada n'aura rien appris de ces derniers dix-huit mois. Il n'aura pas su attendre ni comprendre le leur de ses rêves et de ses échecs.

Le 20 septembre, je voterai dans l'espoir que les drapeaux restent encore un temps en berne. Un pays qui pense ses blessures a besoin d'un peu de poésie et de deux ou trois Antigones. ■

Catherine Mavrikakis est écrivaine, elle est notamment l'auteur de «L'absence de tous bauquets» (Sabine Wespieser, 2020). Elle est également professeure de lettres à l'université de Montréal (Québec).



**LES ÉLECTEURS
PERPLEXES ASSISTENT
À LA GRANDE DANSE
DES POLITICIENS
QUI ONT APPRIS
À VALSER
EN CHANGEANT
DE CAVALIER,
À L'AVEUGLETTE**